

BANQUE CENTRALE DU CONGO



NOTE DE CONJONCTURE DU MOIS DE MAI 2018

JUIN 2018

Banque Centrale du Congo

Adresse : 563, Boulevard Colonel Tshatshi
Kinshasa-Gombe
République Démocratique du Congo

Adresse postale : 2697 Kinshasa 1

Téléphone : (243)815556966
(243)818108009
(243)815084402

Site Web: <http://www.bcc.c>

La Note de conjoncture est élaborée par la Direction des Analyses Economiques sous la supervision de la Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires.

Tous droits réservés. Les reproductions à usage pédagogique et non commercial sont autorisées sous réserve de citer la source.

La Note de conjoncture mensuelle est publiée au plus tard le dernier jour du mois suivant celui sous revue.

I. ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT EXTERIEUR

1.1. Aperçu de l'économie mondiale

Les développements économiques restent marqués par le raffermissement de l'économie mondiale, tel que relevé par l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) dans ses Perspectives économiques publiées en mai 2018. En effet, l'OCDE table sur une croissance économique mondiale proche de 4,0 % en 2018 et 2019, portée principalement par le redressement du commerce mondial, la progression de l'investissement ainsi que le dynamisme du marché de l'emploi. Ces performances de l'économie mondiale ont également été perceptibles dans certaines grandes régions, notamment aux Etats-Unis, dans la zone euro, en Chine et en Inde, avec des taux de croissance estimés respectivement à 2,9 %, 2,2 %, 6,7 % et 7,4 % en 2018.

Toutefois, cet élan positif de l'activité économique mondiale demeure exposé à des risques croissants à court, moyen et long termes. Il s'agit notamment des risques liés (i) aux tensions commerciales, (ii) aux vulnérabilités observées sur les marchés financiers, (iii) à la remontée des prix du baril du pétrole sur le marché international ainsi que (iv) à la persistance des tensions géopolitiques. A cet effet, les gouvernements devraient s'appesantir sur les politiques structurelles visant à améliorer le niveau de vie à moyen terme et à stimuler la productivité en vue de garantir une croissance solide durable et inclusive.

Par ailleurs, la Banque Africaine de Développement (BAD) a tenu ses Assemblées annuelles 2018, du 21 au 25 mai courant à Busan, en Corée. Des assises qui ont permis de discuter en sessions plénières et ateliers des meilleurs leviers pour accélérer l'industrialisation en Afrique. Pour ce faire, la Banque entend investir 35 milliards de USD dans les dix ans pour impulser le processus d'industrialisation.

Aussi, a-t-il été souligné la nécessité d'avoir une Banque Africaine de développement forte et financièrement viable, efficace, efficiente, responsable et axée sur les résultats. D'où, le principe d'une augmentation du capital de la BAD a été entériné, donnant le feu vert pour démarrer les consultations auprès des Etats membres.

1.2. Evolution de l'activité dans les principaux pays et zones économiques

1.2.1. Pool Europe

Dans la zone euro, les chiffres publiés par l'Office européen des statistiques, Eurostat, renseignent une accélération du rythme de formation des prix, alimentée principalement par la forte hausse des prix de l'énergie, dont la contribution est passée de 0,25 % en avril à 0,59 % en mai 2018. Ainsi, le taux d'inflation s'est établi à 1,9 % en mai contre 1,2 % en avril 2018. Pour ce qui est du taux d'inflation sous-jacent, il est passé de 0,7 % en avril à 1,1 % au cours de la période sous examen. Toutefois, en dépit de cette hausse des prix autour de la cible de 2,0 %, la Banque centrale européenne (BCE) ne devrait pas changer immédiatement l'orientation de sa politique monétaire.

1.2.2. Pool Amérique

Aux Etats-Unis, les dernières estimations du Département du Commerce, publiées au cours du mois sous examen, indiquent que le produit intérieur brut (PIB) a progressé légèrement de 2,2 % en rythme annuel au premier trimestre 2018 contre une prévision de 2,3 % ainsi qu'une réalisation de 2,9 % au quatrième trimestre de 2017. Cette progression est attestée par l'indice de confiance des consommateurs américains du Conference Board qui s'est inscrit en légère hausse au mois de mai 2018, soit à 128 après 125,6 un mois plus tôt.

L'indice des prix à la production (IPP) américain pour la demande finale a augmenté de 0,5 % en mai contre 0,1 % en avril, sous l'effet de la flambée des prix de l'essence et de la hausse continue du coût des services. En glissement annuel, l'IPP a progressé de 3,1 %, soit la plus forte hausse depuis janvier 2012, comparativement à + 2,6 % enregistrés au mois d'avril 2018. Aussi, l'IPP de base a augmenté de 0,1 % en glissement annuel, soit 2,6 % en mai contre 2,5 % en avril.

1.2.3. Pool Asie

Au Japon, les résultats définitifs de l'enquête Markit/Nikkei auprès des directeurs d'achats indiquent que la croissance de l'activité manufacturière a ralenti au mois de mai 2018, soit le plus bas niveau depuis sept mois en raison notamment d'un fléchissement des commandes nouvelles. En effet, l'indice PMI manufacturier s'est établi à 52,8 contre 53,8 en avril, niveau toutefois supérieur aux premières estimations de 52,5.

En Chine, le Bureau National des statistiques (BNS) révèle qu'en mai 2018, l'activité manufacturière s'est accélérée à son rythme le plus rapide depuis huit mois. En effet, l'indice des directeurs d'achat (PMI) s'est établi à 51,9 contre 51,4 en avril. Il y a lieu de relever que le Fonds monétaire international (FMI) a revu à la hausse les estimations de croissance pour la Chine, les établissant à 6,6 % contre 6,5 % initialement prévus en janvier et ce, en dépit de la forte croissance du crédit et des frictions commerciales entre Pékin et Washington. Par ailleurs, le FMI a indiqué que cette croissance ralentirait progressivement pour se situer autour de 5,5 % à l'horizon 2023.

1.2.4. Pool Afrique

Dans la dernière édition des Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne, publiée en mai 2018, le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une légère accélération de la croissance, soit 3,4 % contre 2,8 % réalisés en 2017.

Cette accélération est due en grande partie à l'amélioration des politiques appliquées dans certains pays et à une conjoncture extérieure plus favorable, caractérisée par une croissance mondiale plus forte et par une hausse des cours des produits de base, lesquels ont entraîné d'importantes entrées de capitaux.

Toutefois, le FMI relève que les résultats et perspectives économiques sont très différents d'un pays à l'autre. En effet, les pays exportateurs de pétrole sont encore aux prises avec les séquelles de la plus forte chute des prix réels du pétrole depuis 1970, et leur croissance est bien en deçà des tendances antérieures. Cette Institution constate aussi que plusieurs autres pays maintiennent un taux de croissance supérieur ou égal à 6,0 %, qu'il s'agisse des pays riches ou pauvres en ressources naturelles ou des pays fragiles.

En outre, le FMI a observé qu'à politique inchangée, la croissance moyenne de la région ne devrait pas dépasser 4,0 % à moyen terme, un niveau largement inférieur aux prévisions d'il y a cinq ans et insuffisant pour que les pays réalisent leurs objectifs de développement durable. Aussi, il recommande dirigeants à profiter de la conjoncture extérieure favorable pour transformer la reprise actuelle en une croissance durable et robuste, en prenant des mesures visant à réduire la dette et à relever le potentiel de croissance à moyen terme.

1.3. Marchés des produits de base intéressant l'économie congolaise

A fin mai 2018, les cours moyens des principaux produits intéressant l'économie congolaise se présentent de la manière suivante :

Tableau 1 : Cours des produits miniers et énergétiques

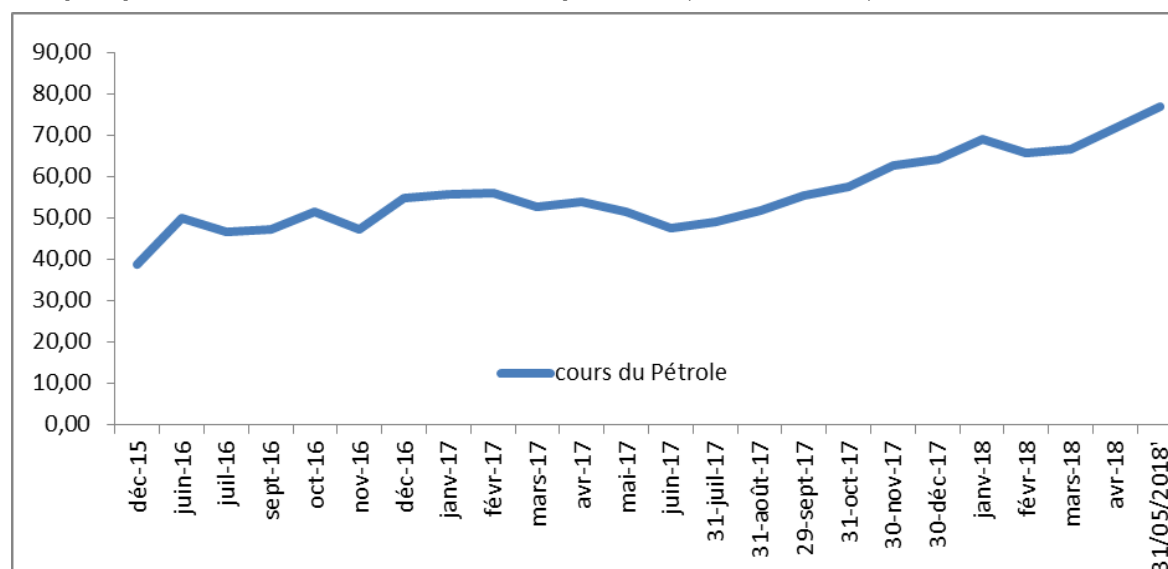
	déc-17	janv-18	févr-18	mars-18	avr-18	mai-18
Pétrole (brent) \$/baril	64,10	68,98	65,62	66,76	71,76	77,03
variation (en %)	2,09	7,63	-4,88	1,74	7,49	7,34
Cuivre LME \$/tm	6 791,20	7 080,04	7 009,70	6 809,16	6 825,55	6 820,65
variation (en %)	-0,48	4,25	-0,99	-2,86	0,24	-0,07
Cobalt Londres \$/tonne	70 816,78	75 772,63	83 802,43	87 221,55	96 068,54	97 442,17
variation (en %)	5,18	7,00	10,60	4,08	10,14	1,43
Or New York \$/o.t.	1 265,72	1 330,23	1 334,05	1 326,87	1 335,62	1 304,21
variation (en %)	-1,27	5,10	0,29	-0,54	0,66	-2,35

Source : les échos.

1.3.1. Pétrole brut

Au cours de la période sous examen, le prix du pétrole s'est fixé en moyenne mensuelle à 77,03 USD le baril, soit une hausse de 7,34 % par rapport à son prix du mois dernier. Cette situation est expliquée, d'une part, par le recul des stocks de brut aux États-Unis et, d'autre part, par l'accroissement de l'offre du pétrole dans les pays de l'OPEP par rapport aux assignations.

Graphique 1 : Evolution du cours du pétrole (USD le baril)



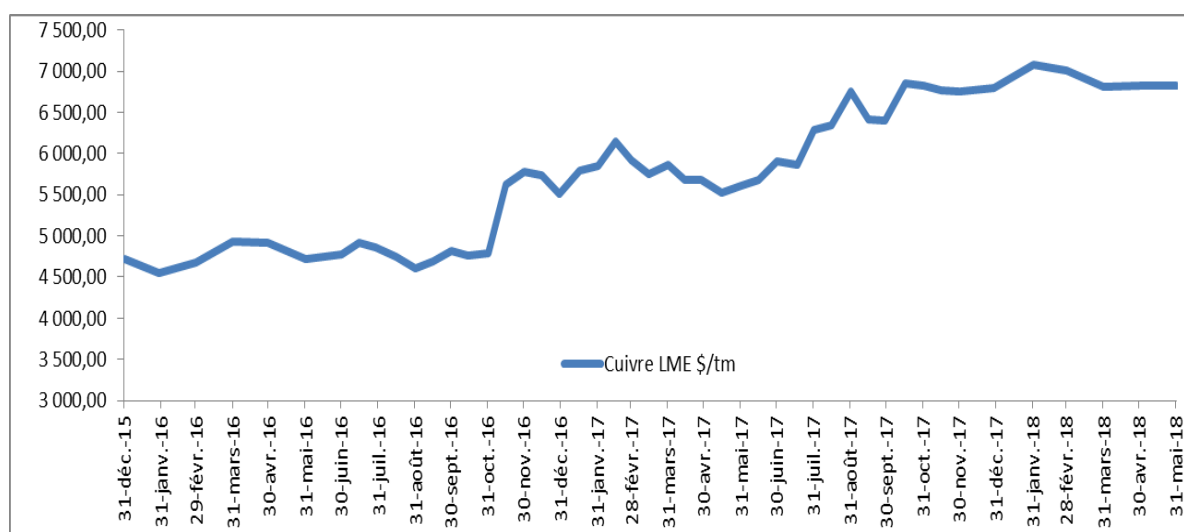
Source : Banque Centrale du Congo.

1.3.2. Produits miniers

➤ Cuivre

Le cours du cuivre s'est établi à 6.820,65 USD la tonne métrique en moyenne mensuelle, soit une baisse de 0,07 % par rapport au mois précédent, sur fond de tensions géopolitiques et des craintes concernant le conflit commercial entre la Chine et les Etats-Unis, contrastant avec les prévisions de la Banque mondiale qui tablaient sur une hausse plus prononcée des prix des métaux de base, notamment ceux du cuivre.

Graphique 2 : Evolution du cours du cuivre



Source : Banque Centrale du Congo.

➤ Cobalt et Or

Le prix du cobalt en moyenne mensuelle s'est fixé à 97.442,17 USD la tonne, soit une progression de 1,43 % d'un mois à l'autre. Cette évolution observée depuis le début de l'année 2017 tient de la hausse continue de la demande de ce produit dans le secteur de l'industrie automobile, notamment dans la fabrication des batteries utilisées pour véhicules électriques. Pour ce qui est de l'or, il s'est situé à 1.304,21 USD l'once en moyenne, soit une baisse mensuelle de 2,35 % d'un mois à l'autre.

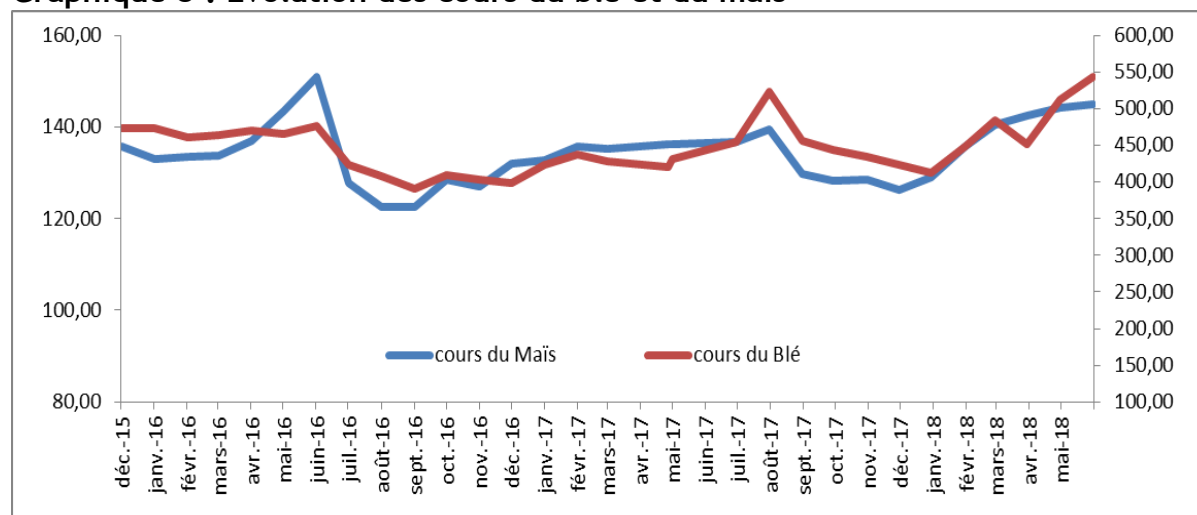
1.3.3. Produits agricoles

Les cours du Riz, du Blé et du Maïs se sont respectivement situés en moyenne à 12,26 cts/boisseau, 527,66 cts/boisseau et 146,54 USD la tonne au 31 mai 2018. D'un mois à l'autre, les cours du Blé et du Maïs ont enregistré des hausses respectives de 10,96 % et 3,36 %, encouragés par une nouvelle dégradation des perspectives de production au niveau de principaux pays producteurs face à une forte demande chinoise pour les produits agricoles. S'agissant du cours du riz, il a affiché une baisse mensuelle de 4,53 %.

Tableau 2 : Produits agricoles

	déc-16	déc-17	janv-18	févr-18	mars-18	avr-18	mai-18
Riz Chicago Cts/lb	9,57	11,96	11,95	12,22	12,32	12,84	12,26
<i>variation (en %)</i>	-13,90	1,36	-0,06	2,22	0,84	4,21	-4,53
Blé Chicago cts/bloiseau	398,78	413,18	432,06	455,91	474,02	475,54	527,66
<i>variation (en %)</i>	-15,62	-2,25	4,57	5,52	3,97	0,32	10,96
Maïs Chicago \$/tonne	122,96	128,95	132,62	137,42	140,90	141,78	146,54
<i>variation (en %)</i>	-9,36	2,17	2,84	3,62	2,53	0,62	3,36

Sources : Les échos.

Graphique 3 : Evolution des cours du blé et du maïs

Source : Banque Centrale du Congo.

1.4. Cours de changes euro dollar

Au cours du mois sous examen, la devise américaine s'est globalement appréciée par rapport à l'euro, influencée par la solidité de l'économie américaine attestée par la hausse de la croissance économique, par la résorption de l'écart de production négatif ainsi que par le renforcement du marché de l'emploi. En effet, le cours de change euro dollar s'est établi en moyenne autour de 1,19 contre 1,21 l'euro en avril 2018.

Tableau 3 : Cours de change euro dollar

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	Oct.	Nov.	Déc.	Taux moyen
2017	1,07	1,06	1,069	1,09	1,11	1,14	1,14	1,186	1,181	1,16	1,187	1,198	1,13
2018	1,24	1,23	1,23	1,21	1,19								

<https://forex.tradingat.com/cours-euro-dollar>

II. EVOLUTION DES ACTIVITES DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS

2.1. SECTEUR REEL

2.1.1. Croissance économique

Les estimations faites sur base de la production à fin mars laissent apparaître un raffermissement de l'activité économique. En effet, le Produit Intérieur Brut est estimé à 4,2 % en 2018 contre une réalisation de 3,7 % en 2017. Rapproché à la moyenne enregistrée au niveau de certains de nos principaux partenaires commerciaux, notamment ceux de l'Afrique subsaharienne et ceux des économies avancées, ce niveau de croissance est resté supérieure.

a. Approche par la production

Au niveau sectoriel, la croissance économique serait soutenue essentiellement par le secteur primaire, avec une contribution de 2,4 points de pourcentage contre 2,2 points en 2017. Le dynamisme de ce secteur résulterait du bon comportement de la branche « Extraction », dont la valeur ajoutée s'améliorerait de 8,1 %, consécutivement, d'une part, à la reprise des activités productives et à l'entrée en production de certaines entreprises et, d'autre part, à l'embellie des cours mondiaux des produits miniers, notamment celui du cobalt. Parallèlement, la branche agricole a enregistré une progression de 1,6 %, avec une contribution minimale de 0,6 point à la croissance.

Le secteur tertiaire viendrait en deuxième position, avec une contribution de 1,5 point de pourcentage contre 1,2 point en 2017. Cette évolution tiendrait principalement du dynamisme des activités de « Commerce de gros et de détail », dont la croissance se chiffrerait à 3,9 %.

Cependant, le secteur secondaire a connu un fléchissement de ses activités au premier trimestre 2018. En effet, une perte de vitesse des activités a été notée, ramenant la croissance du secteur à 4,1 % venant de 7,6 %, avec une contribution de 0,7 point de pourcentage à la croissance après avoir été à 1,2 point en 2017. Cette évolution résulterait du faible développement des activités de construction, induit notamment par la non-exécution de certains projets de construction et des travaux publics, ainsi que par la faiblesse en fourniture énergétique.

Tableau 4 : Evolution du PIB constant et de ses composantes selon l'approche par la valeur ajoutée

BRANCHES D'ACTIVITES	DECEMBRE 2017				fin mars 2018				écart en point de croissance (2018-2017)
	val	Var (%)	Contr. Cro is. PIB Reel	Contrib en point de croiss	val	Var (%)	Contr. Cro is. PIB Reel	Contrib en point de croiss	
Secteur primaire	4 849,3	5,3	59,6	2,2	5 121,6	5,6	56,0	2,4	0,2
Agriculture, foret, élevage, chas	1 867,6	1,6	7,2	0,3	1 897,9	1,6	6,2	0,3	0,0
Agriculture vivrière	1 781,7	1,7	7,3	0,3	1 811,9	1,7	6,2	0,3	0,0
rentes	1 754,1	1,7	7,1	0,3	1 784,0	1,7	6,1	0,3	0,0
rentes	27,6	2,0	0,1	0,0	27,9	1,2	0,1	0,0	0,0
sylviculture	82,7	-0,4	-0,1	0,0	82,7	0,1	0,0	0,0	0,0
élevage, pêche et chasse	3,3	3,0	0,0	0,0	3,4	3,0	0,0	0,0	0,0
Extraction	2 981,7	7,8	52,5	2,0	3 223,7	8,1	49,8	2,1	0,2
Secteur secondaire	1 843,8	7,6	31,7	1,2	1 918,7	4,1	15,4	0,7	-0,5
Industries manufacturières	1 378,1	2,5	8,1	0,3	1 409,3	2,3	6,4	0,3	0,0
Industries alimentaires, boisson	1 158,4	1,4	3,9	0,1	1 176,2	1,5	3,7	0,2	0,0
Autres industries manufacturières	219,8	8,4	4,1	0,2	233,0	6,0	2,7	0,1	0,0
Electricité, gaz, vapeur et eau	74,5	5,3	0,9	0,0	88,2	18,5	2,8	0,1	0,1
Bâtiment et travaux publics	391,2	31,4	22,7	0,8	421,2	7,7	6,2	0,3	-0,6
Secteur tertiaire	4 553,0	3,0	32,0	1,2	4 719,3	3,7	34,2	1,5	0,3
Transports et Télécommunications	1 422,9	2,7	8,9	0,3	1 471,4	3,4	10,0	0,4	0,1
Transports	847,9	4,7	9,3	0,3	895,9	5,7	9,9	0,4	0,1
Télécommunications	575,0	-0,3	-0,4	0,0	575,6	0,1	0,1	0,0	0,0
Commerce	1 749,3	4,8	19,3	0,7	1 818,4	3,9	14,2	0,6	-0,1
Autres services hors adm. publ	1 049,1	2,0	5,1	0,2	1 101,3	5,0	10,7	0,5	0,3
Banques et assurances	160,5	2,4	0,9	0,0	164,4	2,4	0,8	0,0	0,0
Autres services	888,6	2,0	4,2	0,2	936,9	5,4	9,9	0,4	0,3
Services d'administration public	408,5	-1,0	-1,0	0,0	406,9	-0,4	-0,3	0,0	0,0
Education	11,9	0,4	0,0	0,0	12,0	0,9	0,0	0,0	0,0
santé	1,8	3,4	0,0	0,0	2,0	10,6	0,0	0,0	0,0
Autres services non marchand	394,8	-1,0	-1,0	0,0	393,0	-0,5	-0,4	0,0	0,0
SIFIM	-76,8	2,4	-0,4	0,0	-78,7	2,4	-0,4	0,0	0,0
PIB au prix de base	11 246,1	4,7	123,3	4,6	11 759,6	4,6	105,6	4,6	0,0
Taxes sur les produits	215,5	-30,8	-23,3	-0,9	188,2	-12,7	-5,6	-12,7	-11,8
PIB aux prix constants du m	11 461,6	3,7	100,0	3,7	11 947,8	4,2	100,0	4,2	0,5
PIB (hors mines) aux prix co	8 480,0	2,4	47,5	1,77	8724,14	2,9	50,2	2,9	1,1

Source : CESC.N.

b. Approche par la dépense

En 2018, la demande globale serait soutenue par la demande intérieure, avec un même rythme de progression des dépenses de consommation privée qu'en 2017, soit 2,4 %. Cette évolution continuerait à profiter des importations des biens de consommation dont la hausse serait de 11,6 % contre 4,4 % en 2017.

S'agissant de l'investissement, il maintiendrait son dynamisme observé en 2017, avec un accroissement de 22,9 % en 2018. Cette évolution favorable serait particulièrement attribuable aux investissements dans un contexte où les importations de biens d'équipement progresseraient de 15,4 % en 2018 contre une baisse de 7,4 % enregistrée en 2017. Il en est de même de l'investissement dans le secteur de construction qui augmenterait suite à l'évolution de la demande du ciment produit localement et importé, pour passer de 1,14 million de tonnes en 2017 à 1,23 million en 2018.

**Tableau 5 : Projection de la croissance du PIB suivant l'approche par la demande
(en milliards de CDF, au prix de 2005 sauf indication contraire)**

PIB Emplois à prix constants de 2005	2017			2018		
	Variation en %	Contr.Crois .PIB Reel	Contrib. en pts	Variation en %	Contr.Crois .PIB Reel	Contrib. en pts
Demande intérieure	4,1%	125,75	4,69	7,5%	203,6	8,64
Consommation	-1,2%	-26,9	-1,0	1,1%	21,6	0,9
Publique	-32,8%	-75,6	-2,8	-16,4%	-21,4	-0,9
Privée	2,4%	48,7	1,8	2,4%	43,0	1,8
Investissements bruts	19,5%	152,6	5,7	22,9%	182,0	7,7
FBCF	19,5%	152,6	5,7	22,9%	182,0	7,7
Publique	-73,9%	-62,5	-2,3	-48,4%	-9,1	-0,4
Privée	30,8%	215,1	8,0	24,7%	191,0	8,1
Variation des stocks	-	-0,2	0,0	-	0,2	0,0
Demande extérieur nette	6,6%	-25,75	-0,96	29,3%	-103,57	-4,39
Exportations de biens et service	7,3%	53,5	2,0	7,1%	47,3	2,0
Exportations des biens	7,4%	53,3	2,0	7,1%	46,5	2,0
Produits miniers	8,2%	51,2	1,9	8,1%	46,2	2,0
Autres produits	2,2%	2,1	0,1	0,3%	0,3	0,0
Exportations des services	2,0%	0,2	0,0	8,1%	0,8	0,0
Importations de biens et service	7,1%	79,3	3,0	14,8%	150,9	6,4
Importations des biens	4,7%	42,9	1,6	14,5%	116,7	4,9
Consommations	4,4%	10,8	0,4	11,6%	25,0	1,1
Equipements	-7,4%	-30,7	-1,1	15,4%	50,2	2,1
Intermédiaires	25,5%	62,9	2,3	15,9%	41,5	1,8
Importations des services	17,0%	36,3	1,4	16,1%	34,2	1,5
PIB (Emplois)	3,7%	100,0	3,7	4,2%	100,0	4,2

Source : CESCEN.

Quant à la demande extérieure nette, elle se dégraderait davantage, avec un recul de 29,3 % contre 6,6 % en 2017. Cette évolution s'expliquerait par une progression plus rapide des importations par rapport aux exportations.

2.1.2. Baromètre de conjoncture

Le solde global d'opinions des Chefs d'entreprises, bien que demeurant positif, a connu un fléchissement à fin mai 2018 par rapport au mois précédent, s'établissant à 10,9 % contre 17,9 % un mois auparavant. Ce recul est consécutif au déficit énergétique et à la baisse des activités dans l'industrie manufacturière.

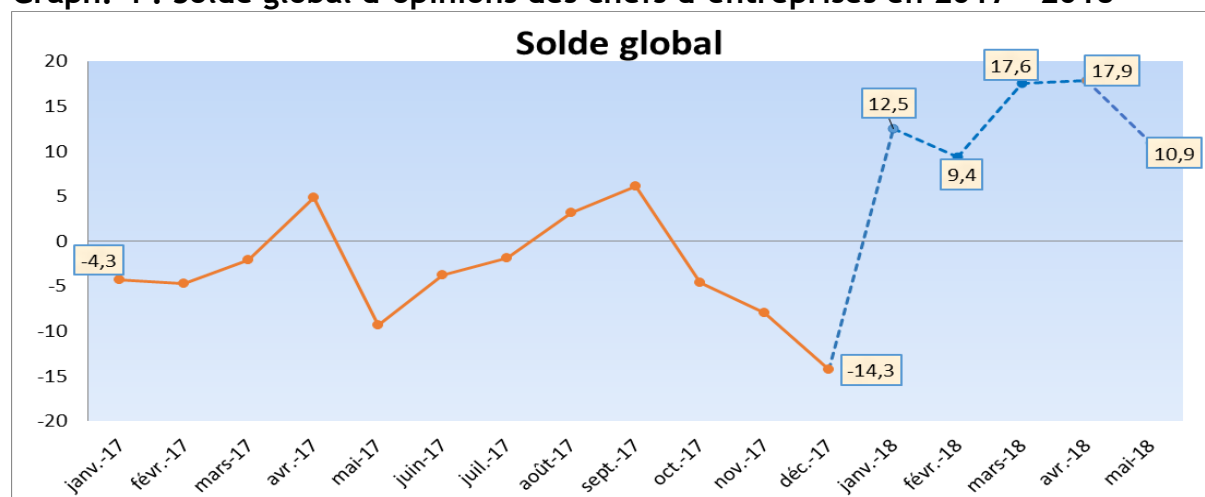
Tableau 6 : Evolution du solde brut d'opinions en 2017 et 2018

Secteur	2017					2018				
	janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai
Solde global	-4,3	-4,7	-2,1	4,8	-9,3	12,5	9,4	17,6	17,9	10,9
Industries manufacturières	-10,0	5,3	7,5	5,0	-34,0	-10,2	11,4	-1,2	49,1	-4,0
Electricité et Eau	31,7	39,5	26,7	30,7	12,8	34,2	44,7	43,6	52,1	2,0
Industries extractives	-7,9	-11,7	2,9	13,2	-2,0	20,0	11,8	26,7	23,6	27,5
Construction	-22,6	4,0	-45,7	-29,2	-15,1	-33,3	-25,6	-11,9	-40,7	-41,9
Services	-9,2	5,0	-57,3	-48,3	-49,0	-48,4	-22,7	-33,1	-59,9	-34,9

Source : BCC.

Il y a lieu de souligner que cette tendance au maintien de la confiance des chefs d'entreprise est principalement influencée par le comportement observé dans l'industrie extractive mais également par le secteur des services.

Graph. 4 : Solde global d'opinions des chefs d'entreprises en 2017 - 2018



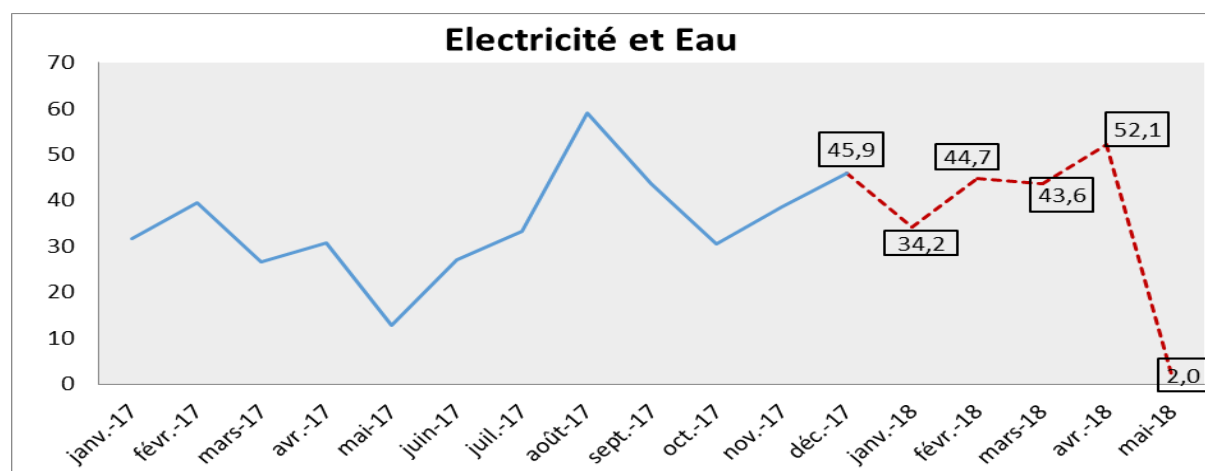
Source : BCC.

Par ailleurs, les perspectives de l'activité économique à fin mai 2018 se présentent comme suit :

Dans le **secteur d'électricité et eau**, la confiance des chefs d'entreprises a fortement baissé au cours de la période sous examen mais demeure positif, attestée par un solde brut d'opinions de +2,0 % contre +52,1 % le mois précédent.

Ce fléchissement, qui présage un ralentissement de l'activité, est imputable aux insuffisances enregistrées au niveau de la production et du réseau de distribution de l'énergie électrique, altérant la desserte dans les centres urbains ainsi que dans les zones d'exploitation industrielle.

Graph. 5 : Evolution du solde des Industries énergétiques en 2017 et 2018



Source : BCC.

Cette situation a affecté notamment la confiance des chefs d'entreprises opérant dans les **industries manufacturières**. En effet, l'insuffisance de production dans le secteur énergétique réduit le taux d'utilisation de la capacité industrielle installée dans les industries de la viande, du poisson, du bois, du papier et de la fabrication des produits chimiques. Ce qui explique le pessimisme observé par les chefs d'entreprises évoluant dans ce secteur, ramenant leur solde d'opinions à -4,0 % en mai 2018 contre +49,1 % un mois plus tôt.

Graph. 6: Evolution du solde des Industries manufacturières en 2017 et 2018



Source : BCC.

Concernant les **industries extractives**, les miniers ont maintenu leur confiance retrouvée depuis le début de l'année, en dépit des difficultés dans la fourniture en énergie électrique et de la crainte liée à l'application imminente du nouveau code minier. Leur solde d'opinions a évolué à la hausse au mois de mai 2018, passant de +23,6 % à +27,5 %, suite essentiellement à l'appréciation des cours des principaux produits d'exportation d'origine minière.

Graph. 7 : Evolution du solde des Industries minières en 2017 et 2018

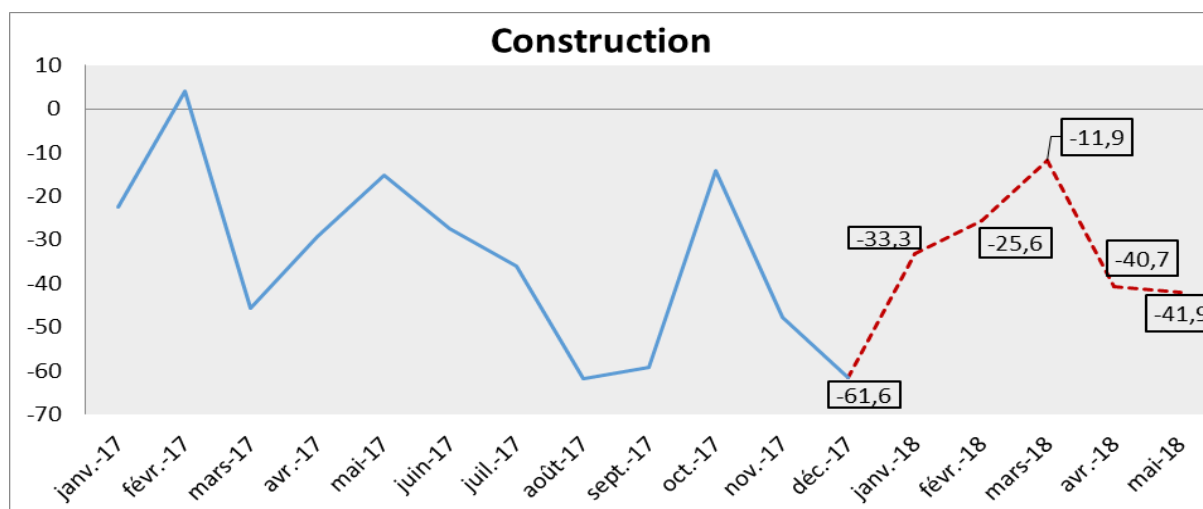


Source : BCC

S'agissant du **secteur de construction**, les opérateurs économiques ont exprimé leurs inquiétudes quant aux perspectives d'une reprise des activités dans ce secteur. En effet, le solde de leurs opinions s'est établi à -41,9 % contre -40,7 % au mois d'avril 2018 et -36,8 % en moyenne au cours des quinze derniers mois.

Il y a lieu de relever que ce pessimisme des chefs d'entreprises est alimenté notamment par (i) les conditions moins propices qui ont caractérisé le marché de l'immobilier, principalement celui des bâtiments résidentiels ainsi que par (ii) le ralentissement des travaux initiés dans le cadre du programme d'édification et de réhabilitation des infrastructures d'intérêt public.

Graph. 8 : Evolution du solde du secteur Construction en 2018 et 2018

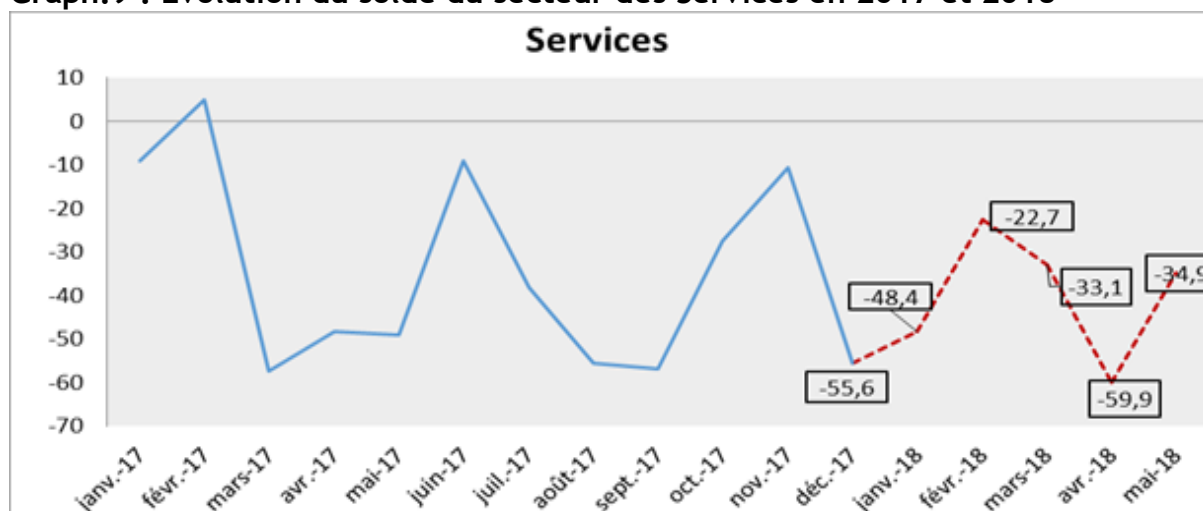


Source : BCC.

En ce qui concerne le **secteur des Services**, le pessimisme des Chefs d'entreprises a reculé en mai 2018 avec un solde brut d'opinions s'établissant à -34,9 % contre -59,9 % enregistrés en avril. Cette situation résulte de l'inversion de la tendance observée dans le chef des opérateurs de la téléphonie mobile et, accessoirement, ceux du transport et des auxiliaires de transport.

Par contre, le moral des entrepreneurs reste largement entamé dans les activités de l'hôtellerie et de la restauration suite à la baisse de la demande.

Graph.9 : Evolution du solde du secteur des Services en 2017 et 2018



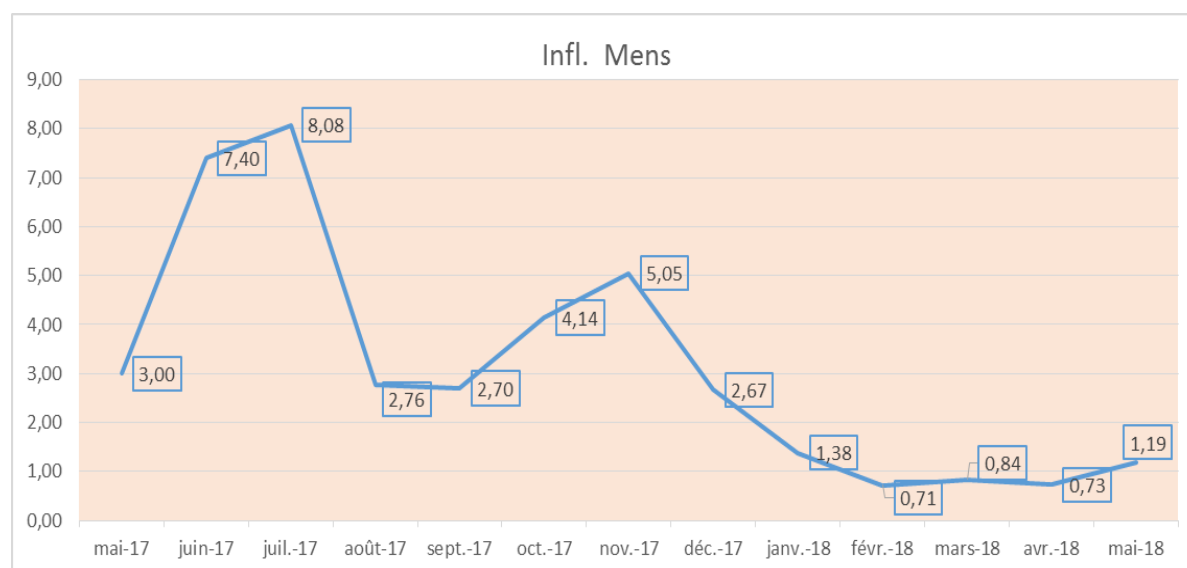
Source : BCC.

2.1.3. EVOLUTION DES PRIX INTERIEURS

Sur le marché des biens et services, des tensions modérées ont été observées au mois de mai 2018. En effet, il ressort une tendance à l'accélération de l'inflation en rythme mensuel, s'établissant à 1,194 % contre 0,730 % un mois plus tôt. Cette évolution est en partie attribuable aux augmentations des tarifs des transports dans un contexte de rattrapage de la fiscalité pétrolière, occasionnant des hausses graduelles de prix du carburant à la pompe.

En cumul et en glissement annuel, le taux d'inflation a atteint respectivement 4,943 % et 42,993 %. Toutes choses restant égales par ailleurs, l'inflation se situerait à 12,078 % face à un objectif optimal à moyen terme de 7,0 %.

Graphique 10. Evolution de l'inflation mensuelle INS 2017-2018



Source : INS.

2.2. SECTEUR PUBLIC

2.2.1. Exécution des Opérations Financières de l'Etat

A la clôture du mois de mai 2018, la balance du Compte Général du Trésor, intégrant l'amortissement de la dette, indique un solde excédentaire de 33,8 milliards de CDF contre un déficit programmé de 45,6 milliards. Les recettes mobilisées se sont établies à 586,8 milliards de CDF, alors que les dépenses effectuées se sont chiffrées à 553,0 milliards. En excluant des recettes totales les avances perçues des miniers, le solde de l'Etat affiche un déficit de 45,6 milliards de CDF.

Comparé au déficit de 35,7 milliards de CDF enregistré à la période correspondante de 2017, le solde s'est sensiblement amélioré de 69,5 milliards, d'une année à l'autre.

Il importe de relever que le solde courant a été excédentaire, traduisant la capacité du Gouvernement à financer ses investissements par une épargne de 187,2 milliards de CDF sans préjudicier les dépenses courantes.

Par ailleurs, en cumul annuel fin mai 2018, les opérations financières de l'Etat, incluant l'amortissement de la dette, se sont clôturées par un excédent de 542,4 milliards de CDF, consécutif aux recettes de 3.089,1 milliards et aux dépenses de 2.546,7 milliards. Cette situation se justifie notamment par (i) les avances payées au Trésor par certaines entreprises minières, (ii) l'effort de mobilisation de la DGI et (iii) le paiement de la parafiscalité des entreprises de télécommunication pour le basculement vers l'internet à 4G octroyé par l'ARPTC.

Ainsi, en excluant les avances des miniers pré-affectées aux dépenses de la CENI, la situation financière de l'Etat est excédentaire de 185,9 milliards de CDF.

Tableau 7 : Situation mensuelle des opérations du Trésor (en milliards de CDF)

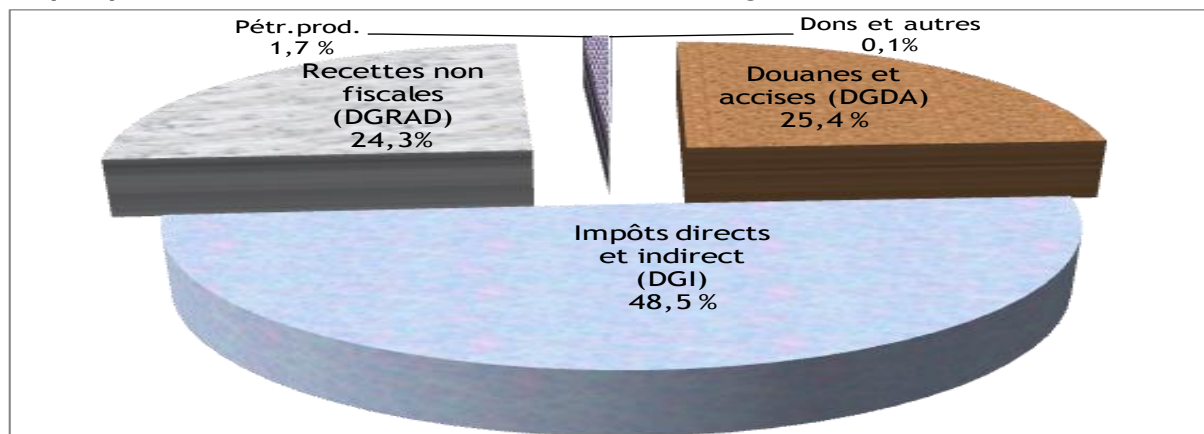
RUBRIQUES	2017		MOIS DE MAI 2018			CUMUL MAI 2018			VARIATION 2018/2017	
	Mois de mai	Cumul mai	Program.	Réalisation	Exéc.en %	Program.	Réalisation	Exéc.en %	Mois de mai	Cumul mai
Douanes et accises (DGDA)	105,7	499,6	143,9	149,1	103,6	687,2	682,4	99,3	41,1	36,6
Impôts directs et indirect (DGI)	134,8	727,9	127,6	284,3	222,7	1 310,0	1 780,4	135,9	111,0	144,6
*dont Autres rec. /élect. (DGI)	-	-	-	79,4	-	356,3	356,5	100,1	-	-
Recettes non fiscales (DGRAD)	47,8	288,5	65,0	143,0	220,0	364,9	546,1	149,6	199,1	89,3
Pétroliers Producteurs	15,4	71,2	11,7	10,0	85,1	53,3	79,7	149,7	- 35,2	12,0
Dons et autres	-	7,1	-	0,4	-	-	0,5	-	-	- 92,9
Total revenus et dons	303,6	1 594,2	348,3	586,8	168,5	2 415,3	3 089,1	127,9	93,3	93,8
Dépenses courantes	286,2	1 361,2	333,9	399,6	119,7	1 761,1	2 071,4	117,6	39,6	52,2
Dont Salaires	161,7	817,7	206,5	218,7	105,9	1 074,6	1 072,1	99,8	35,2	31,1
Intérêt sur la dette	12,5	50,6	14,7	16,7	113,3	73,8	78,2	106,0	33,0	54,6
- dont dette extérieure	3,1	9,0	4,2	3,0	72,0	14,2	12,7	89,1	- 3,6	41,2
Frais de fonct. Inst. et Min.	69,8	336,5	40,0	125,3	313,3	253,0	535,2	211,5	79,5	59,1
Institutions Politiques	25,5	119,6	15,0	48,3	322,1	109,7	190,3	173,4	89,8	59,1
Ministères	44,4	216,8	25,0	77,0	307,9	143,3	344,9	240,7	73,6	59,1
Dépenses en capital	11,2	65,5	5,0	31,8	635,0	40,0	150,5	376,3	183,6	129,7
Autres dépenses	33,2	171,1	41,9	119,6	285,7	294,1	258,0	87,7	260,5	50,7
*Elections	19,0	93,4	32,0	100,0	312,5	208,0	170,0	81,7	426,3	82,0
Total dépenses	330,6	1 597,8	380,7	551,0	144,7	2 095,2	2 479,9	118,4	66,7	55,2
Amortissement de la dette	8,7	26,6	13,1	2,1	15,8	69,6	66,8	96,0	- 76,3	151,0
Total dépenses(+amort.dette)	339,3	1 624,5	393,9	553,0	140,4	2 164,7	2 546,7	117,6	63,0	56,8
1. Solde global	- 26,9	- 3,6	318,9	351,3	110,2	320,2	609,2	190,3	1 404,0	17 035,3
2. Solde courant	17,4	226,0	14,4	186,8	1 296,6	654,2	1 017,2	155,5	970,8	350,1
3. Solde primaire	- 14,4	47,0	323,9	383,0	118,3	394,0	687,4	174,5	2 759,8	1 363,4
4. Solde intégrant l'amort.	- 35,7	- 30,2	- 45,6	33,8	- 74,0	250,6	542,4	216,4	194,6	1 895,1
Solde 4 (hors rec./élections)	- 35,7	- 30,2	- 45,6	- 45,7	100,1	- 105,7	185,8	- 175,7	- 28,0	715,0

Source : BCC sur base des données PTR du secteur public (DTO/Min. Finances).

Au cours du mois de mai 2018, les ressources mobilisées se sont chiffrées à 586,8 milliards de CDF, dégagant un accroissement de 93,8 % par rapport à la période correspondante de 2017, soit un dépassement de 68,5 % par rapport à leur prévision mensuelle. Il sied de noter qu'au-delà de l'évolution nominale, cet accroissement s'est également observé en valeur constante.

Concernant la composition des recettes publiques, il est à noter que la DGI a collecté près de la moitié des recettes collectées, soit 48,5 %. Les contributions de la DGDA et de la DGRAD ont été respectivement de 25,4 % et 24,3 % du total des recettes. Par contre, les ressources enregistrées des rubriques « pétroliers producteurs » et « Dons et autres » ont représenté respectivement 1,7 % et 0,1 % de l'ensemble des recettes.

Graphique 11 : Parts relatives des recettes des régies financières à fin mai 2018



Source : BCC sur base des données PTR du secteur public (DTO/Min. Finances)

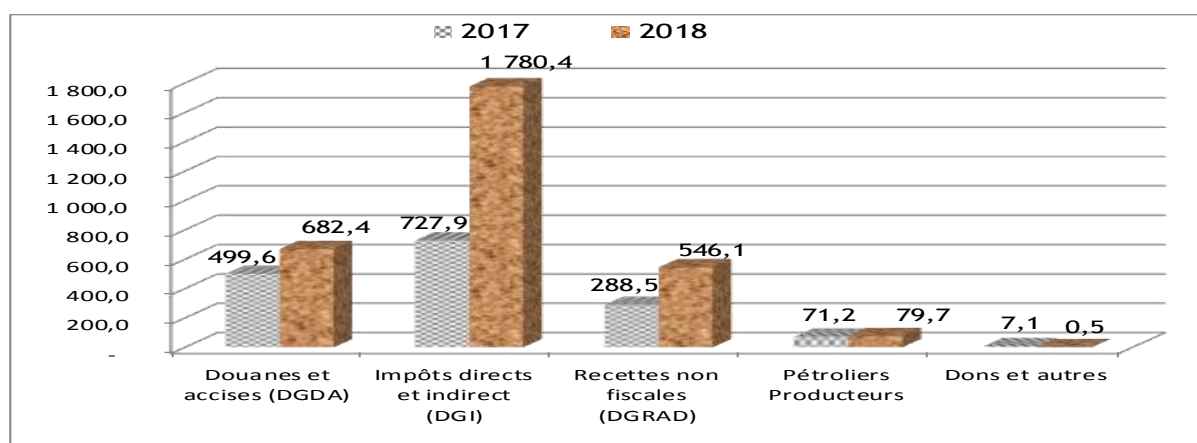
L'analyse par poste renseigne un accroissement des recettes comparativement à la période correspondante de l'exercice 2017, excepté la rubrique « pétroliers producteurs », laquelle a enregistré une régression de 59,6 %.

En cumul annuel fin mai de l'année en cours, les recettes du Trésor ont été en hausse de 93,8 % comparativement à la période correspondante de l'année passée.

A fin mai 2018, toutes les régies financières ont connu des accroissements dans la mobilisation des recettes respectivement de 36,6 %, 144,6 % et 89,3 %. Pour ce qui est de la rubrique « Pétroliers producteurs », elle a enregistré une hausse de 12,0 %.

En termes réels, les recettes encadrées par la DGI et la DGRAD se sont améliorées alors que celles sous la gestion de la DGDA ont régressé.

Graphique 12 : Ventilation par rubrique des recettes publiques en cumul à fin mai 2017 et 2018 (en milliards de CDF)



Source : BCC sur base des statistiques du ministère de Finances (DTO).

S'agissant des dépenses publiques, intégrant l'amortissement de la dette, au cours du mois sous analyse, elles se sont accrues de 63,0 % comparativement à leur niveau de la période correspondante de 2017, avec un dépassement de 17,6 % par rapport à leur programmation mensuelle.

La composition des dépenses, intégrant l'amortissement de la dette, est restée dominée par les dépenses courantes, représentant 81,3 % du total avec un dépassement de 17,6 % par rapport à la programmation. Les dépenses en capital ont représenté 5,7 % du total des dépenses, bien qu'ayant dépassé leur prévision mensuelle de 276,3 %.

En ce qui concerne la structure de dépenses courantes, il convient de signaler la prédominance des charges relatives à la rémunération des agents et fonctionnaires de l'Etat dont la part a été de 51,8 % avec un taux d'exécution de 99,8 % par rapport à leur prévision mensuelle. Concernant les frais de fonctionnement des ministères et des institutions politiques, ils ont représenté 25,8 % des dépenses courantes tout en connaissant un dépassement très remarquable de 211,5 % rapporté à leurs programmations mensuelles.

En cumul annuel fin mai 2018, les dépenses publiques, intégrant l'amortissement de la dette, ont progressé de 56,8 % comparativement à leur niveau de mai 2017.

2.2.2. Evolution hebdomadaire des recettes et des dépenses au mois de mai 2018

Les recettes publiques ont connu une progression durant les cinq semaines du mois de mai, atteignant un pic de 235,5 milliards de CDF, tirée principalement par le bon comportement des recettes collectées par la DGI.

Pour ce qui est des dépenses, elles se sont accrues aux quatre premières semaines avant de régresser fortement à la cinquième semaine. Ces dépenses sont globalement dominées par celles liées à la rémunération des agents et fonctionnaires de l'Etat et aux frais des fonctionnements des institutions politiques et des ministères.

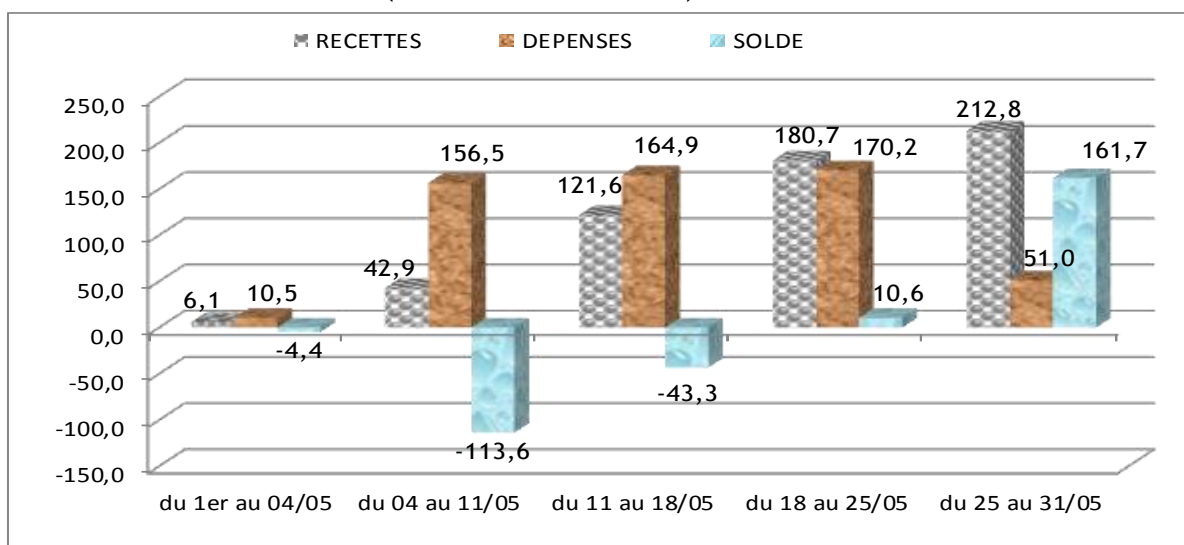
Tableau 8 : Evolution hebdomadaire des opérations financières de l'Etat (en milliards de CDF)

RUBRIQUES	du 1er au 04/05	du 04 au 11/05	du 11 au 18/05	du 18 au 25/05	du 25 au 31/05	Cumul mensuel
RECETTES	6,1	42,9	121,6	180,7	235,5	586,8
Douanes et accises (DGDA)	4,4	27,2	28,1	30,9	58,5	149,1
Impôts directs et indirects (DGI)	1,1	9,5	77,3	63,6	132,8	284,4
Recettes non fiscales (DGRAD)	0,8	6,0	16,2	85,8	34,2	143,0
Autres recettes	-0,2	0,2	0,0	0,4	10,0	10,4
DEPENSES(+amort.dette)	10,5	156,5	164,9	170,2	51,0	553,0
Dont - salaires	0,6	2,3	102,7	104,3	8,9	218,7
-frais de fonct.	7,2	37,7	33,6	30,0	16,7	125,3
-subvention	0,1	1,0	7,9	5,9	16,9	31,8
SOLDE	-4,4	-113,6	-43,3	10,6	184,5	33,7

Source : BCC sur base des statistiques du ministère de Finances (DTO).

Concernant l'évolution des soldes hebdomadaires des Opérations Financières de l'Etat, le Trésor a enregistré des déficits pendant les trois premières semaines et des excédents les deux dernières semaines. L'excédent important enregistré à la dernière semaine a contribué à l'affermissement du solde global mensuel.

**Graphique 13 : Evolution hebdomadaire des opérations financières de l'Etat
(en milliards de CDF)**



Source : BCC sur base des données PTR du secteur public (DTO/Min. Finances)

2.2.3. Plan de trésorerie de la Banque Centrale du Congo

A fin mai 2018, l'exécution du Plan de Trésorerie de la BCC s'est clôturée par un léger excédent de 9,4 millions de CDF, résultant des encaissements de 25,523 milliards de CDF et des décaissements de 25,514 milliards. Rapportés à leur prévision mensuelle, les encaissements et les décaissements ont connu des dépassements respectifs de 8,5 % et de 8,4 %.

Les encaissements ont été portés principalement par les « Commissions sur paiements de la clientèle », la « Redevance suivi de change » et les « Profits réalisés sur les opérations de change » avec des contributions respectives de 30,6 %, 29,3 %, et 29,2 %. Il y a lieu de noter que ces trois rubriques ont enregistré des dépassements respectifs de 9,6 %, de 2,6 % et de 87,6 %.

En cumul annuel, la trésorerie de la banque est excédentaire de 25,6 millions de CDF, traduite par les encaissements de 138,003 milliards et les décaissements de 137,978 milliards.

Comparés à leur niveau de 2017, les encaissements et les décaissements ont chacun connu un accroissement de 30,1 %.

**Tableau 9 : Plan de trésorerie de la BCC en 2017 et 2018
(en milliards de CDF)**

RUBRIQUES	CUMUL ANNUEL FIN MAI			AU 31 MAI 2018		
	2017	2018	VARIATION en %	PROGRAM. MENSUELLE	EXECUTION MENSUELLE	TAUX D'EXEC. En %
ENCAISS.	106,070	138,003	30,1	23,531	25,523	108,5
DECAISS.	106,027	137,978	30,1	23,531	25,514	108,4
RESULTAT	0,043	0,026	- 40,1	-	0,009	

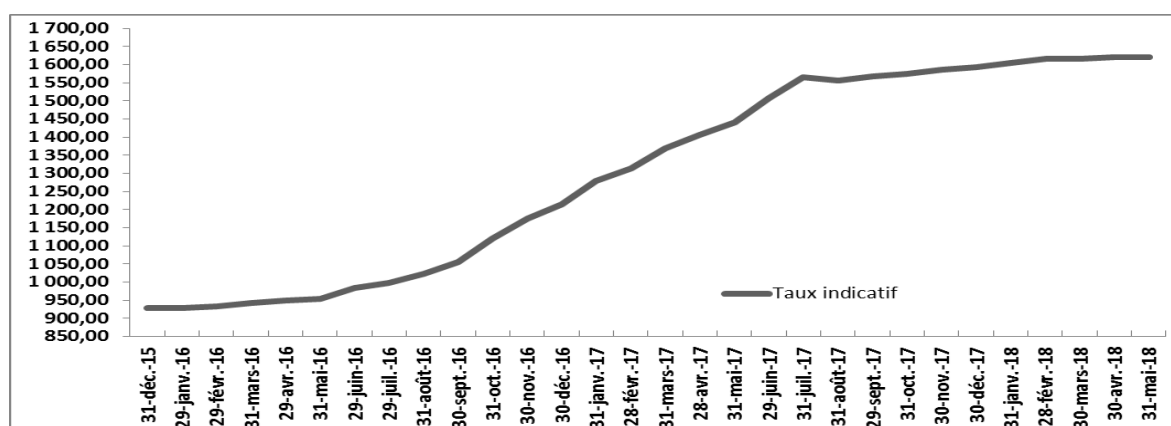
Source : BCC

2.3. SECTEUR EXTERIEUR

2.3.1. Le marché des changes

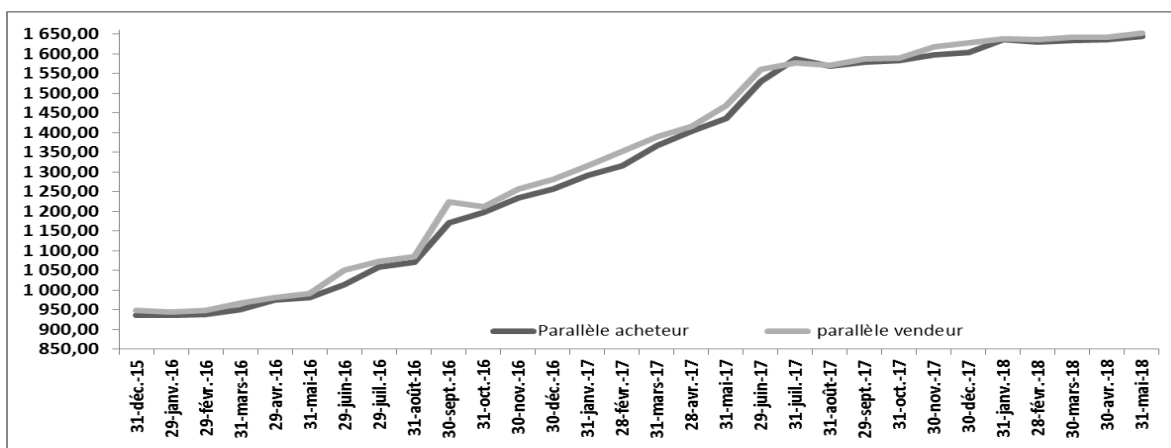
Au 31 mai 2018, le marché des changes a renseigné une relative stabilité du taux de change dans ses deux compartiments. En effet, par rapport à fin avril 2018, la monnaie nationale s'est dépréciée respectivement de 0,06 % et 0,55 % à l'indicatif et au parallèle. Les taux indicatif et parallèle se sont fixés à 1.620,98 CDF le dollar américain et 1.647,83 CDF. Cette situation résulte de la bonne coordination des politiques macroéconomiques.

Graphique14 : Evolution du taux de change indicatif (CDF/1 USD)



Source : Banque Centrale du Congo

Graphique 15 : Evolution des taux de change parallèle acheteur et vendeur



Source : Banque Centrale du Congo

Tableau 10 : Evolution du taux de change

	Taux de change CDF/USD				Var. mensuelle en %				Var. en %/fin décembre 2017			
	Taux indicatif	Taux parallèle			Taux indicatif	Taux parallèle			Taux indicatif	Taux parallèle		
		acheteur	vendeur	moyen		acheteur	vendeur	moyen		acheteur	vendeur	moyen
31-déc.-17	1592,19	1603,40	1627,67	1615,53								
31-janv.-18	1604,98	1636,00	1637,67	1636,83	-0,80	-1,99	-0,61	-1,30	-0,80	-1,99	-0,61	-1,30
28-févr.-18	1615,97	1630,00	1636,33	1633,17	-0,68	0,37	0,08	0,22	-1,47	-1,63	-0,53	-1,08
30-mars-18	1616,53	1635,00	1641,67	1638,33	-0,03	-0,31	-0,32	-0,32	-1,51	-1,93	-0,85	-1,39
30-avr.-18	1620,00	1636,00	1641,67	1638,83	-0,21	-0,06	0,00	-0,03	-1,72	-1,99	-0,85	-1,42
31-mai-18	1620,98	1644,00	1651,67	1647,83	-0,06	-0,49	-0,61	-0,55	-1,78	-2,47	-1,45	-1,96

Source : Banque Centrale du Congo

2.3.1.1. Budget en devises et Réserves de change

Au 31 mai 2018, l'exécution du budget en devises s'est soldée par un excédent mensuel de 21,15 millions de USD. En cumul annuel, il s'observe une augmentation des devises de 344,28 millions de USD, portant les réserves internationales à 1.188,30 millions de USD, correspondant à 5 semaines d'importations de biens et services sur ressources propres.

Tableau 11 : Exécution du Budget en devises au 31 mai 2018

RUBRIQUES	CUMULE	31-janv-18	28-févr-18	30-mars-18	30-avr-18	31-mai-18	CUMULE
Stock initial *	-	851,05	848,42	935,02	979,49	1 167,15	-
I. FLUX DES RECETTES	880,56	68,95	148,90	177,96	306,98	167,74	870,53
A. Recettes d'exploitation	292,95	10,61	22,98	38,15	71,07	41,99	184,80
1. Redevance de Contrôle de Change	48,58	4,85	4,70	5,17	6,02	4,51	25,25
2. Autres recettes et Retour de fonds	235,67	5,15	16,59	32,11	64,11	36,14	154,10
B. Opérations de change	587,61	58,34	125,92	139,81	235,91	125,76	685,73
1. Rachats recettes fiscales et non fisc.	587,61	58,34	125,92	139,81	235,91	125,76	685,73
- Recettes minières	506,11	47,21	118,42	136,82	229,06	105,02	636,53
- Recettes pétrolières	75,92	10,68	7,43	2,74	6,61	0,14	27,60
2. Rachats Financements extérieurs	-	-	-	-	-	-	-
3. Achats interbancaires/Adjudications	-	-	-	-	-	-	-
II. FLUX DES DEPENSES	874,95	71,58	62,29	133,49	112,29	146,59	526,24
A. Dépenses du Trésor	599,98	59,56	48,52	103,11	99,22	125,12	435,53
1. Service de la dette extérieure	120,81	7,69	2,91	27,15	11,55	4,42	53,71
2. Paiements diverses créances	22,96	0,58	0,58	0,58	0,58	0,58	2,88
3. Fonctionnement	456,22	51,30	45,04	75,39	87,09	120,12	378,94
-Fournisseurs étrangers	99,17	6,34	7,17	8,13	39,10	14,59	75,32
-Institutions	137,28	8,74	21,06	18,81	25,11	23,42	97,14
-CENI	78,88	21,48	1,70	26,33	3,96	53,84	107,31
B. Dépenses de la BCC	274,96	12,02	13,77	30,38	13,07	21,47	90,71
5. Ventes interbancaires	117,92	-	-	3,00	3,00	-	6,00
BALANCE EN USD (I -II)	5,61	- 2,63	86,60	44,47	194,69	21,15	344,28
Stock final (SI+REC-DEP)	851,05	848,42	935,02	979,49	1 174,18	1 188,30	1 188,30

Source : Banque centrale du Congo

2.4. SECTEUR MONETAIRE

2.4.1. Evolution des Agrégats monétaires

A fin mai 2018, la masse monétaire a augmenté de 60,8 milliards de CDF par rapport à fin avril 2018, se situant à 8.398,16 milliards. Cette hausse est expliquée par un accroissement à la fois des Avoirs extérieurs et des Avoirs intérieurs nets, respectivement de 35,4 milliards et 25,3 milliards de CDF. Au niveau des composantes, cette progression est attribuée essentiellement à la monnaie (M1) à travers la circulation fiduciaire.

Par contre, la base monétaire a enregistré, d'un mois à l'autre, une baisse de 4,4 milliards de CDF, se chiffrant à 2.282,9 milliards de CDF. Cette diminution s'explique, au niveau des contreparties, par un recul des avoirs intérieurs nets de 36,2 milliards de CDF tandis que les avoirs extérieurs nets ont progressé de 31,8 milliards. Au niveau des composantes, ce rétrécissement est localisé au niveau des dépôts des banques, lesquels ont baissé de 58,8 milliards de CDF.

2.4.2 . Marché monétaire

- **Marché de refinancement**

A fin mai 2018, le guichet des prêts à court terme a été actif contre une passivité totale sur celui des facilités permanentes. En effet, les banques se sont présentées au guichet des prêts à court terme, pour un volume global de 42,0 milliards et un encours de 20,0 milliards de CDF.

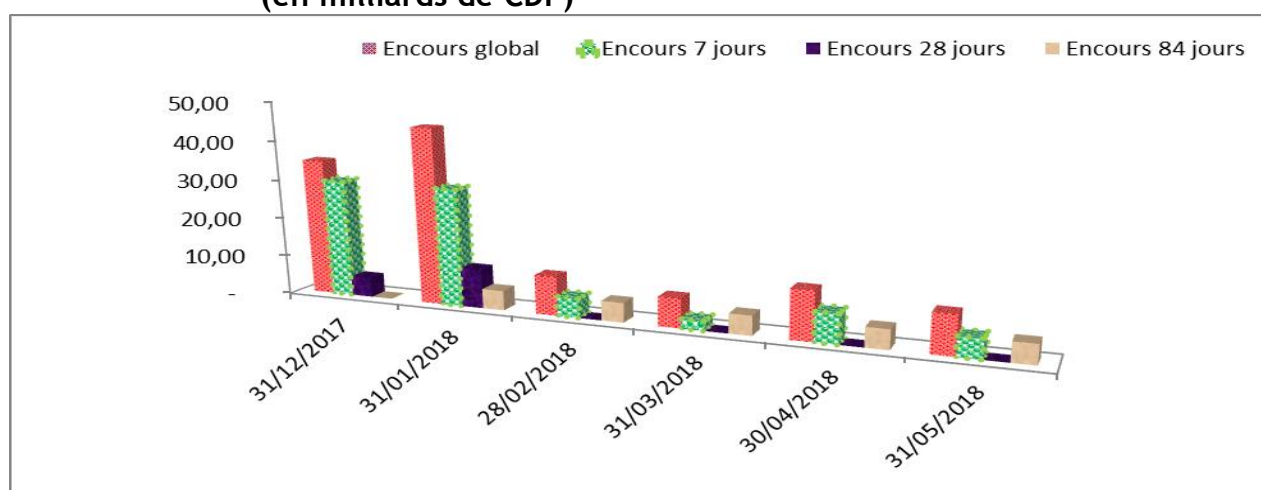
S'agissant du marché interbancaire, ce guichet a enregistré un volume mensuel d'opérations de 171,0 milliards contre 155,0 milliards un mois auparavant. Le taux moyen pondéré s'est situé à 11,96 % contre 13,80 % à fin avril. A la période correspondante de 2017, le volume des transactions s'est chiffré à 828,16 milliards de CDF avec un taux de 12,23 %.

- **Opérations sur les Bons de la Banque Centrale du Congo**

A fin mai 2018, l'encours global du Bon BCC s'est fixé à 10,0 milliards de CDF, soit 5,0 milliards pour la maturité à 7 jours et 5,0 milliards pour celle à 84 jours. Considérant le niveau de l'encours à fin décembre 2017 de 35,0 milliards, il se dégage globalement des injections annuelle et mensuelle respectivement de 25,0 milliards et 2,5 milliards de CDF. Les taux moyens pondérés sur les Bons BCC ont été de 4,875 % et 14,0 % respectivement pour les 7 jours et 84 jours.

S'agissant des charges financières y relatives, le coût mensuel à fin mai 2018 se chiffre à 18,557 millions contre 194,4 millions de CDF à fin avril 2018. Le coût annuel s'est établi à 1.132,5 millions de CDF. A la même période correspondante de 2017, les dépenses des Bons BCC s'élevaient à 438,3 millions.

**Graphique 16 : Evolution de l'encours du Bon BCC en 2018
(en milliards de CDF)**



Source : Banque Centrale du Congo

2.4.3. Comportement des facteurs de la liquidité bancaire

A fin mai 2018, les facteurs de liquidité ont permis une injection de la liquidité au-delà de la programmation. En effet, l'interaction entre les facteurs autonomes et institutionnels de la liquidité bancaire s'est traduite par une injection nette de 76,2 milliards contre une injection attendue de 11,4 milliards de CDF. Cette injection de la liquidité est occasionnée, globalement, par les facteurs autonomes.

Tableau 12 : Facteurs de liquidité bancaire en 2017
(Flux en milliards de CDF)

	Programmation	Réalisation flux	Ecart
	mai-18	31-mai-18	
1. Facteurs autonomes (hors circul fiduc)	225,8	283,0	57,2
2. Facteurs institutionnels	214,4	206,8	-7,6
Fact. Auton Fact.Institu (1-2)	11,4	76,2	64,8

- **Evolution des facteurs autonomes**

Ces facteurs ont injecté 283,0 milliards de CDF contre une programmation de 225,8 milliards, dégagant un écart de 57,2 milliards. Cette évolution est principalement liée aux fortes injections réalisées par les avoirs extérieurs nets.

Tableau 13 : Facteurs autonomes de la liquidité bancaire en 2017
(Flux en milliards de CDF)

	Programmation	Réalisation flux	Ecart
	mai-18	31-mai-18	
1. Facteurs autonomes (hors circul fiduc)	225,8	283,0	57,2
a) AEN	166,8	547,1	380,4
b) AIN	59,0	-264,1	-323,1
Crédits Intérieurs	59,5	-542,6	-602,1
CNE	7,8	-542,6	-550,4
Créances sur BCM (RME)	51,6	0,0	-51,6
Créances sur le secteur privé	0,0	0,0	0,0
APN hors Bons BCC	-0,4	278,5	278,9

- **Evolution des facteurs institutionnels**

Les facteurs institutionnels ont ponctionné 206,8 milliards de CDF contre une ponction attendue de 214,4 milliards. Cette situation est expliquée par des ponctions nettes enregistrées au niveau de la réserve obligatoire de 222,7 milliards de CDF et de l'encours de refinancement de 9,1 milliards alors que l'encours Bons BCC a injecté 25,0 milliards de CDF.

Tableau 14 : Facteurs institutionnels de la liquidité bancaire en 2017
(Flux en milliards de CDF)

	Programmation	Réalisation flux	Ecart
	mai-18	31-mai-18	
2. Facteurs institutionnels	214,4	206,8	-7,6
a) Encours Bons BCC	0,0	-25,0	-25,0
b) Réserves Obligatoires	273,1	222,7	-50,4
C) Encours refinancement	58,7	-9,1	-67,8

- **Evolution du compte courant des banques**

A fin mai 2018, le compte courant s'est chiffré à 730,9 milliards de CDF contre 789,7 milliards de CDF à fin avril 2018, dégagant ainsi une baisse mensuelle de 58,8 milliards.

La moyenne de la réserve notifiée pour la période du 15 mai au 14 juin 2018 est de 682,13 milliards, dégagant ainsi un niveau des avoirs libres des banques de 48,8 milliards de CDF.

❖ Evolution des émissions monétaires

A fin mai 2018, les émissions nettes cumulées se sont établies à 56,03 milliards de CDF, tenant aux émissions de 183,09 milliards et aux destructions de 127,06 milliards. Les billets recyclés se sont établis à 882,6 milliards de CDF dont 64,42 % en provinces.

Tableau 15 : Evolution des émissions monétaires en 2018

(En millions de CDF)

Rubrique	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Cumul/An
Prévisions émissions	19 180,20	76 550,00	10 000,00	82 095,00	2 750,00	190 575,20
Emissions = (A)	10 576,60	77 133,20	16 189,65	71 177,35	8 009,75	183 086,55
Destructions = (B)	17 818,54	8 410,00	87 387,33	8 777,00	4 668,25	127 061,12
Emissions nettes (C) = (A) - (B)	- 7 241,94	68 723,20	- 71 197,68	62 400,35	3 341,50	56 025,43
Recyclage	224 430,07	142 640,55	166 311,13	177 946,90	171 264,91	882 593,57
<i>dont au Siège</i>	<i>75 959,35</i>	<i>48 040,52</i>	<i>62 255,21</i>	<i>66 152,85</i>	<i>61 631,46</i>	<i>314 039,40</i>
<i>dont en provinces (*)</i>	<i>148 470,72</i>	<i>94 600,03</i>	<i>104 055,92</i>	<i>111 794,05</i>	<i>109 633,45</i>	<i>568 554,17</i>

Source : Banque Centrale du Congo

(*) : Seulement les versements des banques

2.4.4. Dynamisme de l'Activité bancaire

2.4.4.1. Dépôts de la clientèle

A fin mars 2018, les dépôts de la clientèle des banques se sont accrus de 5,80 % par rapport à fin décembre 2017, s'établissant à 3.941,50 millions de USD. A la période correspondante de 2017, les dépôts ont augmenté de 15,94 %.

S'agissant des dépôts en monnaie nationale, ces derniers sont passés à 407,48 millions de USD à fin mars 2018 contre 378,66 millions à fin décembre 2017. Quant aux dépôts en monnaies étrangères, ils se sont accrus respectivement de 5,60 % par rapport à fin décembre 2017, s'établissant à 3.534,01 millions de USD au 31 mars 2018.

Pour ce qui est des dépôts de la clientèle par provenance, tous les dépôts affichent des hausses par rapport à fin décembre 2017 alors qu'en glissement annuel seuls les entreprises publiques et les ménages indiquent des progressions.

Tableau 16 : Evolution des dépôts de la clientèle des banques
(En millions de USD)

TOTAL DEPOTS DE LA CLIENTELE	déc-16	mars-17	déc-17	janv-18	févr-18	mars-18	Variation par rapport à fin décembre 2017 (en %)	Variation mars 2018 par rapport à fin mars 2017 (en %)
I. Dépôts de la clientèle par Types	3 414,10	3 399,60	3 725,27	3 847,37	3 880,33	3 941,50	5,80	15,94
(a) Comptes ordinaires	2 719,69	2 683,18	2 935,21	3 079,34	3 088,90	3 126,27	6,51	16,51
Comptes courants	1 880,55	1 849,93	2 036,69	2 167,05	2 165,23	2 174,56	6,77	17,55
Comptes de chèques	341,28	348,23	373,26	378,45	389,73	415,56	11,33	19,34
Comptes sur livrets	398,23	391,33	448,61	454,68	463,78	471,50	5,10	20,49
Provisions crédocs	18,50	12,03	15,05	14,91	10,20	13,15	-12,66	9,33
Autres	81,13	81,66	61,60	64,25	59,97	51,50	-16,38	-36,93
(b) Dépôts à terme	654,78	671,04	752,19	728,85	751,05	772,01	2,63	15,05
(c) Dépôts à régime spécial	39,63	45,38	37,87	39,18	40,38	43,21	14,12	-4,77
II. Dépôts de la clientèle par Monnaies	3 414,10	3 399,60	3 725,27	3 847,37	3 880,33	3 941,50	5,80	15,94
MN	506,68	427,42	378,66	417,00	411,87	407,48	7,61	-4,67
ME	2 907,42	2 972,17	3 346,61	3 430,37	3 468,45	3 534,01	5,60	18,90
III. Dépôts de la clientèle PAR PROVENANCE	3 414,10	3 399,60	3 725,27	3 847,37	3 880,33	3 941,50	5,80	15,94
Administration publique	141,03	127,80	95,18	85,19	105,74	106,43	11,82	-16,72
Administration publique locale	29,28	57,74	27,07	26,15	22,63	30,39	12,26	-47,38
Entreprises publiques	186,21	180,00	205,97	221,35	223,94	231,06	12,18	28,36
Entreprises privées	1 578,20	1 490,93	1 395,79	1 491,75	1 467,91	1 456,30	4,34	-2,32
Ménages	1 479,37	1 543,12	2 001,26	2 022,92	2 060,11	2 117,32	5,80	37,21

Source : Banque Centrale du Congo.

2.4.4.2. Crédits à l'économie

A fin mars 2018, les crédits bruts à la clientèle ont connu une progression de 2,97 % par rapport à décembre 2017 et une régression de 2,54 % en glissement annuel.

S'agissant des crédits par monnaies, les crédits en monnaie nationale se sont réduits de 2,14 % et 24,96 % respectivement par rapport à fin décembre 2017 et une année plutôt. Ceux en monnaies étrangères, au contraire, ont connu un accroissement de 3,57 % et 4,30 %. Cette situation est le reflet de la préférence par les banques d'octroyer des crédits en monnaies étrangères plutôt qu'en monnaie nationale. Cette situation est expliquée par les faibles niveaux des avoirs des banques, induits notamment par le niveau élevé du coefficient de la réserve obligatoire, ainsi que de l'effet de la dépréciation de la monnaie nationale.

Tableau 17 : Evolution des crédits à décaissement à la clientèle
(en millions de USD)

Rubriques	déc.-16	mars-17	déc-17	janv-18	févr-18	mars-18	Variation par rapport à fin décembre 2017 (en %)	Variation mars 2018 par rapport à fin mars 2017 (en %)
Crédits bruts à la clientèle	2 465,96	2 338,88	2 213,70	2 222,28	2 226,12	2 279,41	2,97	-2,54
1. Crédits nets par terme	2 239,88	2 042,78	2 010,67	2 016,70	2 021,16	2 073,98	3,15	1,53
Crédits à long terme	211,95	211,66	128,44	122,98	124,20	121,52	-5,38	-42,58
Crédits à moyen terme	600,17	579,85	635,99	614,73	601,27	612,41	-3,71	5,61
Crédits à court terme	331,85	347,04	347,17	327,67	322,45	341,17	-1,73	-1,69
Découvert bancaire	920,45	799,35	657,53	709,12	748,98	785,51	19,46	-1,73
Crédits nets en souffrance	175,47	104,88	241,54	242,20	224,26	213,37	-11,67	103,45
2. Provisions pour crédits par monnaies	226,08	296,10	203,03	205,59	204,96	205,43	1,18	-30,62
Ventilation des crédits par monnaies	2 239,88	2 042,78	2 010,67	2 016,70	2 021,16	2 073,98	3,15	1,53
MN	219,37	193,64	148,49	144,88	138,32	145,31	-2,14	-24,96
ME	2 020,51	1 849,13	1 862,18	1 871,82	1 882,84	1 928,67	3,57	4,30
Crédits bruts à la clientèle par agents	2 465,96	2 338,88	2 213,70	2 222,28	2 226,12	2 279,41	2,97	-2,54
Administration publique	138,89	88,24	51,82	54,25	67,27	86,01	65,99	-2,52
Entreprises publiques	175,90	174,95	160,80	181,39	160,30	170,91	6,28	-2,31
Entreprises privées	1 539,20	1 468,89	1 430,88	1 462,51	1 423,33	1 450,70	1,39	-1,24
Ménages	611,97	606,80	570,21	524,13	575,21	571,79	0,28	-5,77

Source : Banque Centrale du Congo.

2.4.5. Evaluation des objectifs de la politique monétaire

Tableau 18 : Etat des objectifs de la politique monétaire

Instruments	Niveau	Positivité	
Taux directeur	14,00 %	-28,993 points	
Taux MP (Bons BCC) à 7 jours	4,740 %	-38,253 points	
Taux MP (Bons BCC) à 28 jours	-	-	
Taux MP (Bons BCC) à 84 jours	14,00 %	-28,993 points	
Coefficient de réserve obligatoire	> Dépôts en ME : - 13 % pour les dépôts à vue - 12 % pour les dépôts à terme > Dépôts en MN : - 2 % pour les dépôts à vue - 0 % pour les dépôts à terme		
Objectif final de Politique Monétaire	Cible	Réalisations	Ecart
	Mai 2018	31 mai 2018	
Cible annuel (%)	7,00 %	42,993	+35,993
Base monétaire au sens strict (milliards CDF)	2.173,02	2.250,78	+77,76
M2 hors provisions et dépôts en devises (miards CDF)	2.234,80	2.237,19	+2,39

(*) Inflation en glissement annuel.

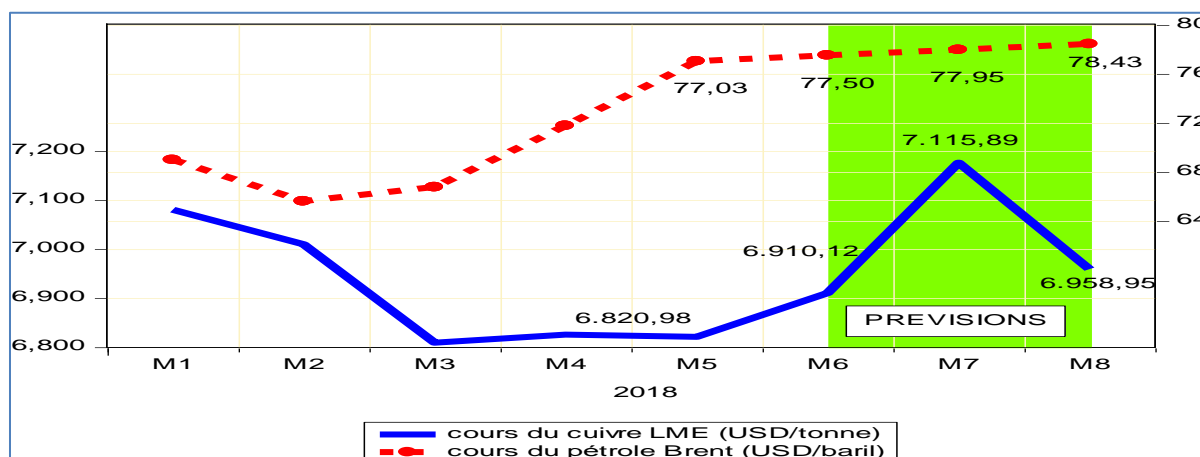
2.5. PREVISIONS MACROECONOMIQUES

2.5.1. Prévisions des cours des produits de base

En 2018, la croissance économique de la RDC pourrait se situer à 4,3 %. Ce regain de l'activité économique devrait être soutenu par des niveaux rémunérateurs des cours des produits de base, notamment celui du cuivre, principal produit d'exportation du pays.

En effet, durant les trois prochains mois, soutenu par sa demande, le cours du métal rouge devrait rester à des niveaux favorables pour l'économie congolaise, se fixant en moyenne mensuel à 6.910,1 ; 7.175,9 et 6.958,9 respectivement durant les mois de juin, juillet et août 2018.

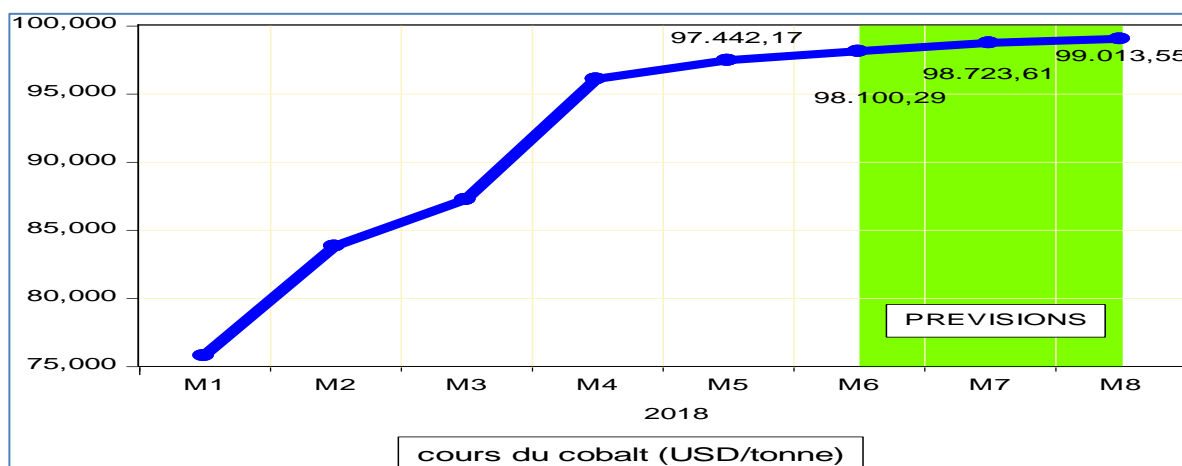
Graphique 17. Prévisions des cours du cuivre et du pétrole brut



Source : Banque Centrale du Congo.

Le cours du pétrole se situerait autour d'une moyenne de 78,0 USD le baril alors que celui du cobalt devrait poursuivre sa hausse pour se fixer autour de 99.000 USD la tonne, suite notamment au maintien d'une demande forte de ce produit sur le marché international.

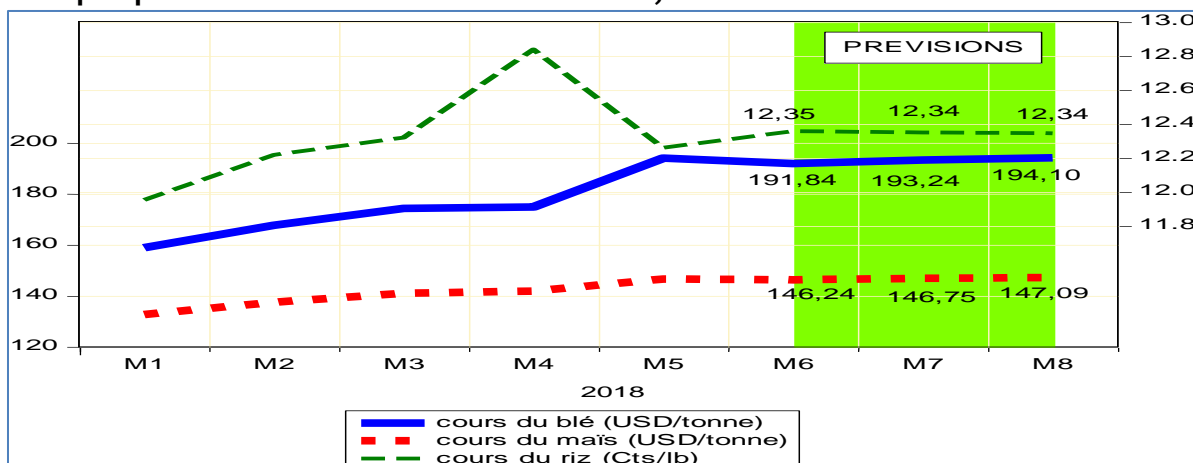
Graphique 18. Prévisions du cours du cobalt



Source: Banque Centrale du Congo.

Les cours des principaux produits agricoles importés par l'économie congolaise pourraient se stabiliser durant les trois prochains mois. En effet, sur le marché de Chicago, en moyenne mensuel, le cours de la tonne du blé pourrait se situer à 191,8 USD; 193,2 USD et 194,1 USD respectivement durant les mois de juin, juillet et août 2018 contre des niveaux respectifs de 146,24 USD; 146,7 USD et 147,1 USD pour le maïs.

Graphique 19. Prévisions des cours du blé, maïs et riz

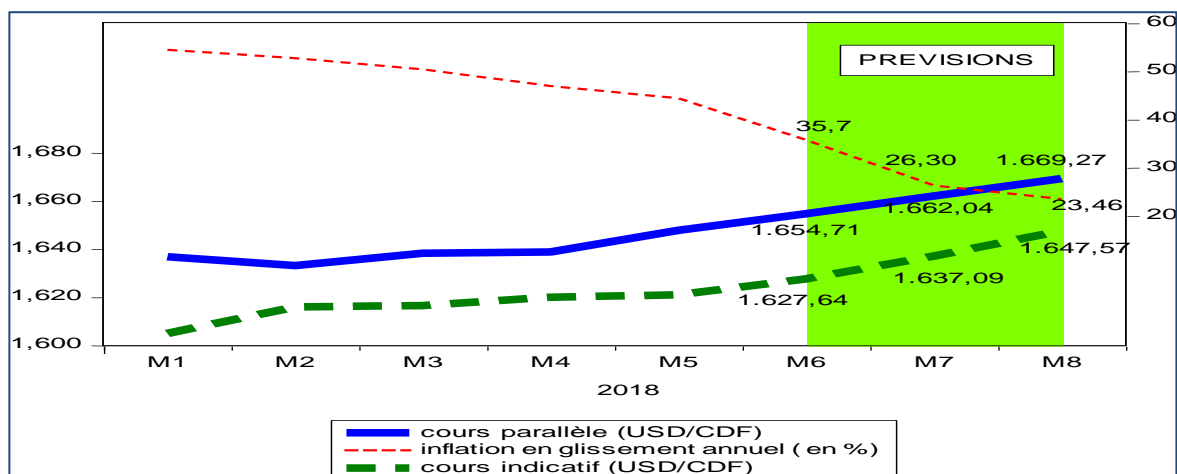


Source: Banque Centrale du Congo.

2.5.2. Prévisions des taux de change et d'inflation

La stabilité observée sur le marché des changes ainsi que sur celui des biens et services devrait se poursuivre durant les trois prochains mois. En effet, sur le marché officiel, la monnaie nationale ne devrait perdre que 0,4 % ; 0,57 % et 0,63 % de sa valeur, contre une dépréciation mensuelle moyenne de 2,5 % à la période correspondante de 2017. La relative stabilité du taux de change attendue devrait permettre la poursuite du processus de désinflation entamé depuis juillet 2017.

Graphique 20. Prévisions des taux de change et d'inflation en glissement



Source: Banque Centrale du Congo.

En glissement annuel, l'inflation pourrait s'établir à 35,71 %, 26,30 % et 23,46 % respectivement en juin, juillet et août 2018. Toutefois, il importe de relever que la désinflation prévue aurait été plus forte n'eut été la hausse des prix du transport, suite à l'augmentation du prix du carburant à la pompe.
